



AEROPORT FIGARI SUD CORSE

Maintenance du Système de Sécurité Incendie et des moyens de désenfumage

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. DOMAINE D'APPLICATION DU PRESENT MARCHÉ	4
1.2. ABREVIATIONS	4
1.3. ALLOTISSEMENT	4
1.4. TERMES ET DEFINITIONS	5
1.5. DOCUMENTS DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS	6
1.6. REGLE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION	8
2. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°1	12
2.1. INSTALLATIONS A PRENDRE EN CHARGE	12
2.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	12
2.3. RECONDITIONNEMENT OU REMPLACEMENT DES DETECTEURS	14
3. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°2	15
3.1. INSTALLATIONS A PRENDRE EN CHARGE	15
3.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	15
3.3. FICHE DE SUIVI	15
4. DISPOSITIONS COMMUNES AU DEUX LOTS	16
4.1. MAINTENANCE PREVENTIVE	16
4.1.1. GENERALITES	16
4.1.2. ORGANISATION DES VISITES PREVENTIVES	16
4.1.3. ESSAIS DE PRISE EN CHARGE	17
4.1.4. VALIDATION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	17
4.1.1. RAPPORT DE VISITE PREVENTIVE	17
4.1.2. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	17
4.2. ASTREINTE TELEPHONIQUE	17
4.3. MAINTENANCE CORRECTIVE	18
4.3.1. GENERALITES	18
4.3.2. GESTION DES INTERVENTIONS	18
4.3.3. DELAIS D'INTERVENTION	18
4.3.4. MISE EN PLACE DE SOLUTIONS DEGRADEES PROVISOIRES	19
4.3.5. MODALITES D'ETABLISSEMENT D'UN DEVIS	19
4.3.6. DELAI DE REPARATION/REMISE EN ETAT	19
4.3.7. EXCLUSIVITE	19
4.3.8. COMPTE RENDU D'INTERVENTIONS ET D'INCIDENTS	19
4.4. FOURNITURE / REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS	20
4.4.1. GENERALITES	20
4.4.2. GARANTIE DES EQUIPEMENTS NEUFS	20
4.5. OBLIGATION DE RESULTATS	20
4.6. FORCE DE PROPOSITION	21
4.7. SUIVI DE MAINTENANCE	21
4.8. DOCUMENTS TECHNIQUES	21
4.9. RAPPORT D'ACTIVITE	22
4.10. FORMATIONS DU PERSONNEL INTERVENANT SUR LES INSTALLATIONS	23

5. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	24
5.1. OBLIGATION DU TITULAIRE	24
5.2. ENCADREMENT	25
5.2.1. LE RESPONSABLE	25
5.2.2. LE PERSONNEL D'INTERVENTION	25
5.3. REGLES DE SECURITE	26
5.4. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES	26
5.5. PRISE EN CHARGE-REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENT	26
5.6. SURETE ET SECURITE AEROPORTUAIRE	27
5.7. SOUS-TRAITANCE	27
5.8. PERMIS	27

1. OBJET DU MARCHE

1.1. DOMAINE D'APPLICATION DU PRESENT MARCHE

En application de l'article 28 de l'ordonnance marchés publics du 23 juillet 2015, ce marché est passé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse pour le compte de l'aéroport Figari Sud Corse

Ce marché porte sur la réalisation de prestations de maintenance préventive, corrective et l'entretien du système de sécurité incendie et des moyens de désenfumage, ainsi que les asservissements s'y rapportant.

1.2. ABREVIATIONS

A.E.S. :	Alimentation E lectrique de S écurité
C.C.F. :	Clapet C oupe- F eu
C.M.S.I. :	Centralisateur de M ise en S écurité Incendie
D.A.C. :	Dispositif A daptateur de C ommande
D.A.S. :	Dispositif A ctionné de S écurité
D.M. :	Déclencheur M anuel
D.S. :	Diffuseur S onore
D.S.N.A. :	Diffuseur S onore N on A utonomie
E.A. :	Equipement d' A larme
E.C.S. :	Equipement de C ontrôle et de S ignalisation
E.R.P. :	Etablissement R ecevant du P ublic
I.G.H. :	Immeuble de G rande H auteur
P.C.F. :	Porte C oupe- F eu
P.C.S. :	Poste C entral de S écurité
S.D.I. :	Système de D étection Incendie
S.M.S.I. :	Système de M ise en S écurité Incendie
S.S.I. :	Système de S écurité Incendie
U.A.E. :	Unité d' A ide à l' E xploitation
U.G.A. :	Unité de G estion de l' A larme
V.C.F. :	Volet C oupe- F eu
D.C.M. :	Dispositif de C ommande M anuelle

1.3. ALLOTISSEMENT

Le marché est composé de 2 lots :

- ☐ Lot n°1 : Maintenance du Système de Sécurité Incendie
- ☐ Lot n°2 : Maintenance des moyens de désenfumage.

1.4. TERMES ET DEFINITIONS

Pour les besoins du présent document, en plus des termes et définitions de la NFS -61 931, les termes et définitions suivantes s'appliquent :

Essais fonctionnels :	Action visant à donner la garantie que le produit et/ou le système fonctionne avec le même niveau de performance que celui imposé lors de sa mise en service
Exploitation :	Ensemble des actions consistant à faire usage du S.S.I et à veiller à son bon fonctionnement
Maintenance-entretien du S.S.I.:	Ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir le S. S. I dans l'État lui permettant d'assurer l'intégralité de ses fonctions
Maintenance élémentaire du S.S.I. :	Activités élémentaires de maintenance qui ne requiert pas d'accès de niveau III (mainteneur) ou de niveau IV (constructeur)
Maintenance préventive du S.S.I. :	Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinés à réduire la probabilité de défaillance et/ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (NF EN 13306 :2010)
Maintenance corrective du S.S.I. :	Maintenance exécutée après détection d'une panne est destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise (NF EN 13306 :2010)
Mainteneur :	Entité en charge de la maintenance-entretien du S. S. I et/ou de la partie du S. S. I considérée
Système Détecteurs Autonome Déclencheur (S.D.A.D.) :	Système conforme à la norme NFS 61-931 et utilisé généralement pour réaliser une mise en sécurité locale
Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) :	<p>Système constitué de l'ensemble des matériels servant à collecter toutes les informations ou ordre liés à la seule sécurité incendie, à les traiter et à effectuer les fonctions nécessaires à la mise en sécurité d'un bâtiment ou d'un établissement.</p> <p>Dans sa version la plus complète, un S. S. I est composée de deux sous-systèmes principaux : un Système de Détection Incendie (S.D.I) et un Système de Mise en Sécurité Incendie (S. M. S. I).</p> <p>Les S. S. I sont répartis en cinq catégories décrites dans la norme NFS 61-931. Les diverses configurations sont schématisées dans son annexe A. (NFS 61-932)</p>
Maintenance préventive et essais des moyens de désenfumage (Ouvrants – Skydomes) :	Maintenance et essais exécutés à des intervalles définis, permettant de vérifier et de maintenir ces moyens, en état de fonctionnement

Technicien compétent :

Le technicien compétent est une personne qui a été formée :

- aux particularités techniques des éléments constitutifs du S. S. I sur lequel il intervient, et
- aux aspects réglementaires auquel est soumis l'établissement (limitée à son domaine d'intervention).

Il doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système de son exploitation.

Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur.

Technicien spécialisé :

Personnes aptes à intervenir sur certains éléments constitutifs aux niveaux d'accès III ou IV pour faire la maintenance corrective.

Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur.

1.5. DOCUMENTS DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS

Le titulaire doit assurer la maintenance des installations selon les règlements et normes et réglementations en vigueur, dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité.

Les textes et documents relatifs aux installations concernées par le présent marché sont notamment (liste non exhaustive):

- ☐ Règlement sanitaire Départemental
- ☐ Règlement de Sécurité contre l'Incendie et les Risques de Panique dans les ERP.
 - ☐ Arrêté du 25 Juin 1980, modifié par l'arrêté du 2 Février 1993, relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P
 - ☐ Arrêté du 2 février 1993 modifiant et complétant certains articles du règlement de sécurité du 25 juin 1980.
 - ☐ Les dispositions particulières aux établissements sanitaires, type U, l'Arrêté modifié du 10 Décembre 2004
 - ☐ Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les I.G.H, l'Arrêté du 18 Octobre 1977
- ☐ Brochure N°5659 du G.P.E.M relative à la détection automatique d'incendie
- ☐ Code du Travail
- ☐ Décret du 14 Novembre 1988 relatif à la sécurité des travailleurs pour les installations électriques
- ☐ Fascicule FDS 61-949 commentaires et interprétations des Normes NFS 61-930 et suivantes.
- ☐ Décrets, arrêtés, décisions de l'ASN (Agence de Sureté Nucléaire) et déclaration relatifs aux détecteurs de fumée à chambre d'ionisation des 18 Novembre 2011 et 06 Mars 2012.
- ☐ Normes de maintenance SSI :
 - ☐ NFS 61-931 « dispositions générales » d'avril 2004
 - ☐ NFS 61-932 « règles d'installation des SMSI »
 - ☐ NFS 61-933 « règles d'exploitation et de maintenance » de septembre 2011
 - ☐ NFS 61-970 « règles d'installation des SDI »
- ☐ Instruction Technique n°246 relative au désenfumage dans les Etablissements Recevant du Public (ERP)
- ☐ Instruction technique n°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage
- ☐ Instruction technique n°248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les E.R.P
- ☐ Instruction Technique n°263 relative au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les ERP

- ❑ **Norme NF S 61-933** stipulant les opérations de vérification et de maintenance relatives aux dispositifs de désenfumage
- ❑ Instruction technique **IT 246**, concernant le respect des dispositions spécifiques en matière de désenfumage des ERP.
- ❑ Article 101 du Code de la Construction
- ❑ Norme NFC 15-100 règle relative aux installations électriques à basse et très basse tension.
- ❑ Règle n°7 de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages (APSAD) relative aux règles d'installation et de maintenance des Systèmes de Détection Automatique d'Incendie.
- ❑ Règle n°13 de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages (APSAD) relative aux règles d'installation et de maintenance des Installations d'Extinction Automatique à Gaz.
- ❑ Normes en vigueur

Cette liste est non exhaustive. En l'absence de règle ou de norme particulière, le titulaire se conformera aux prescriptions techniques des constructeurs et installateurs des équipements et matériels dont il a la charge.

Les prestations réalisées dans le cadre de l'exécution du marché prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

1.6. REGLE DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION

NFS 61-933 Paragraphe 5.1	<p><u>Mise en œuvre des moyens nécessaires :</u></p> <p>Le chef d'établissement doit mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des conditions définies dans les principes de base. Il doit en outre être vigilant sur les différents aspects décrits en annexe L.</p>
NFS 61-933 Paragraphe 5.2	<p><u>Règles d'exploitation :</u></p> <p>Le respect des règles d'exportation et de maintenance d'un S. S. I doit permettre de conserver dans le temps les spécifications figurant dans le dossier d'identité tel que défini dans la norme NFS 61-932.</p> <p>Pour se faire, les conditions suivantes doivent être réunies :</p> <ul style="list-style-type: none">- le dossier d'identité, qui fixe les caractéristiques fonctionnelles des éléments constitutifs du S. S. I, doit être tenu à jour et prendre en compte les évolutions du S. S. I ;- le dossier d'identité doit être connu des personnes chargées de l'exploitation et de la maintenance du S. S. I ;- les personnes chargées de l'exportation du S. S. I et de la maintenance doivent avoir le niveau requis pour les tâches qui leur sont attribuées ;- des consignes écrites pour le personnel chargé de l'exploitation du S. S. I et des opérations de maintenance, de niveau d'accès I et II, doivent être établies. Elles doivent :- respecter les instructions des constructeurs et/ou installateur du S. S. I,- définir les actions d'exploitation et de maintenance,- préciser les actions qui donnent lieu à enregistrements.
NFS 61-933 Paragraphe 5.3	<p><u>Modifications de l'installation :</u></p> <p>Tout constat de l'état réel entraînant la nécessité de modifier l'installation doit être consigné dans le compte rendu adressé au chef d'établissement (voir en 7.10).</p>
NFS 61-933 Paragraphe 5.4	<p><u>Actions de maintenance :</u></p> <p>Les actions de maintenance doivent être réalisées par les techniciens compétents ou spécialisés, selon les cas.</p> <p>Ces actions sont :</p> <ul style="list-style-type: none">-les actions préconisées par le fabricant de chaque composant du S. S. I dans la notice de maintenance dudit composant et,-les actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur du S. S. I pour répondre aux spécificités du système installé ou,-à défaut, les actions définies par le mainteneur, lorsqu'une préconisation n'est définie. <p>Les documents relatifs aux actions de maintenance constituent la notice de maintenance.</p> <p>Les actions de maintenance incluent les essais fonctionnels tels que définies dans les annexes B à K ci-après.</p> <p>Les essais fonctionnels liés aux Commandes d'équipements techniques (C. E. T) doivent être intégrés avec formalisation, aux essais fonctionnels de la fonction à laquelle ils sont attachés (exemples de Commandes d'Equipements Techniques (C. E. T) : coupures d'énergie, non arrêts des cabines d'ascenseurs, coupure C.T.A, arrêt programmes en cours...).</p>
NFS 61-933 Paragraphe 5.5	<p><u>Données informatiques de l'installation :</u></p> <p>Il appartient au chef d'établissement de détenir et mettre à disposition des prestataires les données de site contenues dans le dossier d'identité S. S. I nécessaires aux actions de maintenance de niveau d'accès III.</p>

NFS 61-933 Paragraphe 5.6	<p><u>Logiciels de paramétrage du système :</u></p> <p>Le mainteneur peut disposer des outils de paramétrage des équipements et si besoin des logiciels, en vue d'assurer la maintenance du Système de Sécurité Incendie (S. S. I). Dans ce cas il doit être formé à l'usage de ces outils par le fabricant, ou son représentant dans des conditions qui seront convenues avec lui, et déclaré compétent à leur utilisation.</p> <p>Dans tous les cas, le mainteneur doit être en mesure d'assurer l'ensemble des prestations prévues à son contrat, notamment les opérations prévues au niveau III.</p> <p>NOTE 1 : Dans ce cadre, il peut être obtenu auprès du fabricant une licence d'utilisation des logiciels de paramétrage des éléments constitutifs en vue d'assurer la maintenance et/ou l'évolution du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).</p> <p>NOTE 2 : L'utilisation des logiciels de paramétrage relève de la seule responsabilité de l'exploitant et/ou de l'entreprise déclarée compétente dans le domaine. Elle dégage de fait le fabricant des éléments constitutifs, l'installateur du système et/ou le propriétaire des outils de toute responsabilité en matière de paramétrage de tout ou partie du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).</p>
NFS 61-933 Paragraphe 6.1	<p><u>Formation du personnel à l'exploitation du système :</u></p> <p>Il appartient au chef d'établissement d'habiliter le personnel chargé de l'exploitation et de la maintenance élémentaire.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation doit posséder un niveau de qualification suffisant, donné par une formation réactualisée dans le temps en fonction de ses attributions et responsabilités.</p> <p>La formation des exploitants doit prendre en compte au minimum les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la connaissance du site,-les consignes de sécurité interne à l'établissement,-la manipulation des éléments constitutifs du S. S. I et les conséquences prévisibles engendrées. <p>Chaque formation à l'exploitation devra faire l'objet d'un procès-verbal précisant :</p> <ul style="list-style-type: none">-le type de formation (connaissance du site, manipulation experte des éléments constitutifs du S. S. I et les conséquences prévisibles de ces actions, etc.),-les noms et signatures du formateur et des stagiaires,-les jours, date et heure de formation,-le ou les supports, identifiés, qui ont servi de base à la formation. <p>Un procès-verbal de chaque formation réalisée doit être conservé par le chef d'établissement.</p>
NFS 61-933 Paragraphe 6.3	<p><u>Règles incombant au chef d'établissement :</u></p> <p>Le chef d'établissement doit mettre en application les règles pratiques de l'annexe L. Pour les S. S. I de catégorie A et B, les essais décrits au paragraphe L2 et L3 de l'annexe L doivent, chacun, faire l'objet d'un enregistrement précisant le type d'essai, l'équipement concerné et le résultat de l'essai. Ils peuvent, sous la responsabilité du personnel chargé de l'exploitation du S. S. I, être sous-traités à une entité disposant d'une compétence suffisante.</p> <p>Les enregistrements de chaque opération portant sur les équipements du S. S. I doivent être signés par la personne ayant réalisé les opérations. Seuls les derniers enregistrements doivent être conservés par le chef d'établissement.</p>
NFS 61-933 Paragraphe 6.5	<p><u>Cas particulier de l'U. A. E. :</u></p> <p>En présence d'une U. A. E, il convient de s'assurer que les personnes chargées de son exploitation sont formées également à l'exploitation des E.C.S et C. M. S. I qui lui sont associés.</p>

NFS 61-933
Paragraphe 6.6

Fournitures liées à l'exploitation :

L'exploitant doit disposer en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange correspondant aux différents modèles utilisés selon les indications figurant dans la notice d'exploitation jointe au dossier d'identité du S. S. I.

NFS 61-933
Paragraphe 7.1

Contrat de maintenance :

L'entité titulaire d'un contrat de maintenance doit :

- disposer d'une organisation spécifique dans la maintenance des S. S. I et assurer la qualité des prestations fournies,
- fournir une attestation d'assurance couvrant les prestations de maintenance objets du contrat,
- apporter la preuve de sa capacité en termes de compétences et de moyens mis en oeuvre,
- mettre à disposition de l'exploitant des techniciens compétents (au sens de 3.10) dans la réalisation des prestations de maintenance du S. S. I objet du contrat,
- proposer, selon les besoins de l'exploitant, un délai d'intervention compatible avec la nature de son activité,
- être en mesure de réaliser, après accord du chef d'établissement, toute action de formation à destination des personnels chargés de l'exportation. Un procès-verbal (précisant les sujets traités et les supports de formation utilisée) sera établi à l'issue de chaque formation.

Dans le cas où des prestations seraient sous-traitées sous la responsabilité du titulaire, celui-ci doit démontrer que son organisation lui permet d'assurer en permanence la maîtrise et l'habilitation des sous-traitants.

Le contrat doit inclure les conditions d'intervention dans le cadre des maintenances préventives et correctives.

L'entité chargée de la maintenance corrective doit s'engager à intervenir dans un délai maximum défini par le chef d'établissement en fonction de la nature de son activité.

Ce délai peut être assorti d'un délai maximal de dépannage/réparation.

Elle doit pour cela disposer d'une structure d'organisation et de moyens humains et techniques adaptés aux besoins définis par le chef d'établissement.

NFS 61-933
Paragraphe 7.2

Changement de mainteneur :

À la prise en compte de l'installation et à chaque changement de prestataires de maintenance, celui-ci doit réaliser un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement le système. Cette opération se réalise à partir du dossier d'identité du S. S. I ou à défaut d'un dossier technique de l'installation qui est remis par l'exploitant au nouveau mainteneur. Il a pour vocation à détecter les éventuelles anomalies qui seront présentées au chef d'établissement.

À la cessation du contrat, le titulaire de l'ancien contrat de maintenance doit remettre à chaque établissement :

- l'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, listings des points, données de site,...),
- L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du contrat.

NFS 61-933
Paragraphe 7.3

Prise d'effet du contrat :

La prise d'effet du contrat doit correspondre à la date de réception de l'installation du système ou de la mise en exploitation du site ou de la prise en charge du système par un nouveau mainteneur, en cas de changement de prestataire.

NFS 61-933
Paragraphe 7.4

Personnels de maintenance :

Les personnels chargés d'exécuter les opérations de maintenance du S. S. I doivent être formés pour :

-intervenir en conformité avec les opérations de maintenance préventive et/ou corrective prévue par le fabricant de chaque équipement,
-réaliser l'ensemble des essais fonctionnels nécessaires pour assurer que le système objet du contrat est « en bon état de fonctionnement ».
Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un technicien spécialisé pour intervenir sur les éléments constitutifs du S. S. I aux niveaux d'accès III ou IV (voir Annexe A).
Ce personnel doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ces actions sur le système et son exploitation.

NFS 61-933
Paragraphe 7.5

Informations au chef d'établissement :

En préalable à toute opération de maintenance du S. S. I, le chef d'établissement doit être informé des conséquences de ces opérations, afin de lui permettre d'apprécier, en liaison avec le mainteneur, les mesures compensatoires éventuellement nécessaires.

NFS 61-933
Paragraphe 7.6

Enregistrements des actions de maintenance :

Chaque action de maintenance doit faire l'objet d'un enregistrement précisant le type d'essai, le dispositif testé et le résultat de l'essai.
Les comptes rendus détaillés des opérations de maintenance, signés au minimum par le technicien compétent, doivent être conservés pendant 3 ans par le mainteneur et, le cas échéant, présentés à la demande du donneur d'ordre.

NFS 61-933
Paragraphe 7.7

Périodicité des opérations de maintenance :

La nature et la périodicité des opérations de maintenance préventive et des essais fonctionnels, figure dans les notices élaborées par les fabricants pour chacun des constituants du S. S. I.
En sus de ces opérations et en fonction des conditions d'exploitation et/ou des particularités du système, des opérations complémentaires peuvent être édictées par l'installateur ou le mainteneur. Ces éléments sont à annexer dans le dossier d'identité.
Les critères déterminés par le constructeur et/ou l'installateur, prenant en compte la nature de l'exploitation doivent permet d'établir :
-un échéancier,
-et/ou un (des) état (s) de dégradation,
-et/ou des seuils prédéterminés significatifs de dégradation, propres à déclencher une (des) action (s).
À défaut de définition de la périodicité, les essais fonctionnels (annexe B à K) doivent être réalisés au minimum 1 fois/an. Ces essais peuvent être répartis sur 2 visites.
Dans le cas de l'annexe C, et pour les S. S. I de catégorie A comportant plus de deux Z. S, les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites (une deuxième visite est exigée dès lors que celui-ci comprend au moins une Z. À plus deux Z.C ou une Z. A plus une Z.C plus une Z.F). Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C, et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisi de façon aléatoire dans la Z.D considérée.

NFS 61-933
Paragraphe 7.8

Fournitures de rechange :

L'entité titulaire du contrat de maintenance doit, au moins, disposer d'un stock d'éléments constitutifs et/ou pièces détachées et des outils nécessaires à l'exécution de sa mission.

2. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°1

2.1. INSTALLATIONS A PRENDRE EN CHARGE

Un inventaire succinct ainsi que les plans des installations du SSI sont communiqués en **annexes 1 et 2** du CCTP.

Cet inventaire n'est pas exhaustif, le titulaire doit inclure dans son offre tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement des installations.

En cas d'inventaire incomplet, le titulaire du marché ne pourra pas solliciter de complément de rémunération. Les prix de la maintenance préventive sont forfaitaires et il appartient aux entreprises de visiter le site afin de vérifier que l'inventaire communiqué dans le marché est complet. Le titulaire ne pourra donc pas réclamer de rémunération complémentaire au cas où les inventaires seraient incomplets, sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements.

2.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

ECS/CMSI

- ☐ Contrôle des tensions élémentaires et des protections
- ☐ Contrôle des différents circuits (redresseur, régulation, signalisation, etc...)
- ☐ Contrôle des connexions
- ☐ Contrôle individuel des blocs de zone
- ☐ Contrôle de la 3^{ème} source par action sur bouton poussoir, remplacement éventuel
- ☐ Contrôle des fonctions d'exploitation
- ☐ Vérification repérage et signalétique (plaquettes de référence, vignettes NF...)

ALIMENTATION DE SECOURS ET/OU PUISSANCE - BATTERIES

- ☐ Contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses
- ☐ Mise en fonctionnement en secours (coupant la source principale)
- ☐ Contrôle des tensions et courants
- ☐ Remise en fonctionnement marche normale
- ☐ Contrôle du fonctionnement du chargeur automatique

DETECTEURS PONCTUELS

- ☐ Contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme
- ☐ Essais sur les lignes avec un générateur adapté
- ☐ Essais sur le dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un détecteur, un fil et / ou en enlevant un fusible

DETECTEURS LINEAIRES DE FUMÉES

- ☐ Nettoyage de l'optique
- ☐ Contrôle du circuit
- ☐ Contrôle de l'alignement émetteur, récepteur
- ☐ Essais d'alarme par opacité et dérangement par obstruction

INDICATEURS D'ACTION

- ☐ Contrôle de l'état
- ☐ Contrôle de fonctionnement de chaque indicateur d'action

DECLENCHEURS MANUELS

- ☐ Contrôle de l'état
- ☐ Contrôle de fonctionnement de chaque indicateur d'action

ASSERVISSEMENT

- ☐ Contrôle des circuits de commandes d'asservissements
- ☐ Contrôle de la bonne transmission des ordres de commandes automatiques et / ou manuelles ainsi que des ordres de mise en service des différents éléments commandés avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de lignes et des signalisations des ordres donnés au tableau.
- ☐ Tous les D.A.S (PCF, VCF, CCF, etc....) y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance, feront l'objet d'un examen visuel direct. Le réarmement des DAS étant à la charge du titulaire. Chaque dysfonctionnement ou anomalie constaté sera consigné avec précision sur les fiches d'essais.

EQUIPEMENTS D'ALARME

- ☐ Contrôle de l'état de chaque diffuseur sonore
- ☐ Contrôle de l'état de chaque gyrophare
- ☐ Essais de fonctionnement

DISPOSITIFS DE TRANSMISSION DES ALARMES ET DERANGEMENTS

- ☐ Essai des dispositifs de report d'alarme, U.A.E, répéteur, imprimante

SYNOPTIQUE

- ☐ Contrôle des connexions
- ☐ Contrôle du fonctionnement

MESURE DE DEBIT

Mesure de débits des tourelles de désenfumage ARRETS TECHNIQUES

- ☐ Essais des commandes (Energie, Climatisation, Ventilation etc. ...)
- ☐ Contrôle du NSA

Nota : Les coupures énergie ne pourront être exécutées sans l'accord préalable du responsable de site.

SYSTEMES DE SUPERVISION

- ☐ Contrôle de la fonctionnalité du système de supervision
- ☐ Contrôle de la communication entre les ordinateurs de supervision
- ☐ Contrôle de la communication entre le système de supervision et les équipements supervisés
- ☐ Contrôle par prélèvements de la cohérence entre l'événement et l'affichage
- ☐ Vérification de la sécurisation du PC (non accès au menu démarrer, non accès au bureau Windows).

VERIFICATIONS DYNAMIQUES

- ☐ Vérification du bon fonctionnement du superviseur. Passage de commandes mise en/hors service ce point sur chaque centrale.
- ☐ Essais d'impression manuelle.
- ☐ Vérification de l'imprimante fil de l'eau (papier, ruban ou cartouches)
- ☐ Vérification de la qualité de la communication avec les centrales (taux d'erreurs de communication, temps de cycle d'interrogation)
- ☐ Dans le cas d'une installation réseau il faut vérifier les liaisons inter PC.

VERIFICATION STATIQUES

- ☐ Vérification des versions logicielles.
- ☐ Vérification de la compatibilité optimale avec les versions des centrales supervisées.
- ☐ Eventuellement proposition de mise à jour des versions
- ☐ Flashage des nouvelles versions logicielles si besoin
- ☐ Vérification des fichiers systèmes (journaux d'événements, fichiers temporaires...)
- ☐ Vérification des historiques (pour voir si des événements anormaux ont échappé à la vigilance de l'exploitant)
- ☐ Purge ou sauvegarde éventuelle sur support externe.
- ☐ Contrôle de la fonctionnalité du système de supervision
- ☐ Contrôle de la communication entre les ordinateurs de supervision
- ☐ Contrôle de la communication entre le système de supervision et les équipements supervisés
- ☐ Contrôle de la cohérence entre l'événement et l'affichage

Le Titulaire doit procéder au moins une fois par an à la sauvegarde en double exemplaire des différents systèmes informatiques dont il a l'entretien. Ces sauvegardes seront conservées par le Titulaire et par la Personne Publique.

Ces données doivent permettre au Titulaire de procéder à tout moment à la reprogrammation de l'ensemble des paramètres à jour, en cas de dysfonctionnement du SSI et de ses périphériques.

2.3. RECONDITIONNEMENT OU REMPLACEMENT DES DETECTEURS

Dans l'objectif d'assurer une continuité de service et d'optimisation du fonctionnement du SSI, le prestataire réalisera le reconditionnement de l'ensemble des détecteurs de fumée à hauteur d'1/4 par an.

Les détecteurs reconditionnés devront être conformes au règlement de la marque NF Reconditionnement et, à ce titre, devront être revêtus de l'estampille bleue « NF Reconditionnement ».

En ce qui concerne les détecteurs ioniques le prestataire proposera leur remplacement par un détecteur optique en lieu et place du reconditionnement. Ce remplacement se fera, comme pour les reconditionnements, à hauteur d'1/4 par an, en conservant le socle et le câblage d'origine, sans rendre l'installation indisponible. La reprise et le démantèlement des détecteurs ioniques par le prestataire se fera conformément aux obligations réglementaires liées à la radioprotection et à la protection de l'environnement (Contraintes DREAL, établissement ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement titulaire d'un arrêté préfectoral d'exploitation) et fera l'objet de la délivrance d'un certificat de reprise. Pour l'ensemble de ces opérations, le prestataire devra effectuer, si nécessaire, les réglages, les nettoyages des différents organes composant le système, et le cas échéant l'adaptation du SDI.

Pour se faire le prestataire devra être titulaire du récépissé de l'ASN, en cours de validité, autorisant la manipulation, l'entreposage et la dépose des détecteurs de fumée à chambre d'ionisation.

3. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°2

3.1. INSTALLATIONS A PRENDRE EN CHARGE

Un inventaire succinct des moyens de désenfumage est communiqué en **annexe 3** du CCTP.

Cet inventaire n'est pas exhaustif, le titulaire doit inclure dans son offre tous les accessoires et équipements divers contribuant au fonctionnement des installations.

En cas d'inventaire incomplet, le titulaire du marché ne pourra pas solliciter de complément de rémunération. Les prix de la maintenance préventive sont forfaitaires et il appartient aux entreprises de visiter le site, afin de vérifier que l'inventaire communiqué dans le marché est complet. Le titulaire ne pourra donc pas réclamer de rémunération complémentaire au cas où les inventaires seraient incomplets, sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements.

3.2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Les dispositifs de désenfumage sont constitués :

- ☐ D'exutoires en toitures (skydomes)
- ☐ D'ouvrants en façade

Différents types de trappes de désenfumage sont présents sur les installations :

- ☐ Exutoires à relâchement de câble actionnés soit par un treuil soit par un tirez lâchez, installés très souvent dans des cages d'escaliers ou circulations.
- ☐ Exutoires pneumatiques à cartouche CO2, commandés par des coffrets CO2 pneumatique.
- ☐ Exutoires électriques 24V, alimentés par une centrale dédiée, secourue par des batteries, et actionnés grâce à un déclencheur manuel.

EXUTOIRES DE TOIT (SKYDOMES)

- ☐ Contrôle du bon fonctionnement (ouverture-fermeture)
- ☐ Vérification des cables d'actionnement
- ☐ Vérification de la charge de Co2

OUVRANT

- ☐ Contrôle de bon fonctionnement (ouverture-fermeture)
- ☐ Vérification des verins de commande
- ☐ Vérification des moyens de déclenchement

3.3. FICHE DE SUIVI

Le prestataire s'engage, à la 1^{ère} visite de maintenance de réaliser un fiche de suivi, pour chaque dispositif de désenfumage.

Un modèle de fiche peut être proposé dans le mémoire technique.

4. DISPOSITIONS COMMUNES AU DEUX LOTS

4.1. MAINTENANCE PREVENTIVE

4.1.1. Généralités

La maintenance préventive est destinée à maintenir les installations énumérées dans les **annexes 1 et 3** du présent document, dans de bonnes conditions de fonctionnement, d'entretien et de sécurité.

Les prestations, non exhaustives, énumérées aux chapitres **2.2** et **3.2**, sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives. La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels.

Le prestataire s'engage à mettre des techniciens parfaitement qualifiés sur les présentes installations pour réaliser les prestations. Il s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux règles en vigueur.

Dans le cadre des visites préventives, si le prestataire constate que l'ensemble ou une partie de l'installation nécessite une remise en état partielle ou totale (par exemple : remplacement d'un capot, vérins, obsolescence des matériels, etc.), cette remise fera l'objet d'un devis qui sera soumis à l'approbation du responsable.

4.1.2. Organisation des visites préventives

Le titulaire du marché fait procéder par ses techniciens dûment qualifiés, agréés et habilités, à deux visites de maintenance préventive annuelle (1 par semestre) de tous les équipements du système.

Les opérations de maintenance préventive devront faire l'objet d'un planning prévisionnel qui sera établi et transmis dans les 30 jours qui suivront la notification du marché puis avant le 15 janvier de chaque période de reconduction (calée sur l'année civile).

Les visites de maintenance préventive doivent être programmées par le titulaire du marché en accord avec le responsable maintenance et réalisées pendant les jours et heures ouvrés, hors jours fériés, de 08h00 à 18h00.

Le titulaire du marché confirme, au minimum quinze (15) jours avant par e-mail, les dates effectives de la visite de maintenance préventive. En cas de non réponse à son mail, le titulaire s'engage à contacter par téléphone le service à visiter afin d'obtenir à minima une confirmation téléphonique avant d'intervenir et ainsi éviter tout déplacement inutile pour lequel le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Le titulaire devra fournir le nom du technicien se rendant sur site, la date de visite programmée avant la visite préventive. Le technicien sur site devra être muni de sa carte professionnelle et carte d'identité. En tant que de besoin, il devra prendre toute disposition, y compris auprès de tiers (fournisseur, organismes de certification, etc...) afin de mener à bien les opérations de maintenance préventive.

La première visite préventive devra être réalisée dans un délai de deux mois à compter de la réception du bon de commande émis par le service bénéficiaire. Cette première visite devra inclure la réalisation d'un inventaire de prise en charge, précisant les configurations matérielles ainsi qu'un état des lieux faisant le cas échéant état de la vétusté et des capacités du matériel à être maintenu.

Lors de cette première visite, le titulaire devra apposer un autocollant visible sur les installations indiquant le numéro de téléphone d'astreinte pour la maintenance corrective.

Un représentant du service bénéficiaire devra être présent lors des visites préventives.

4.1.3. Essais de prise en charge

Des essais sont réalisés avant toute maintenance pour démontrer le fonctionnement des équipements dans toutes leurs configurations et permettent au titulaire de mieux appréhender les installations. Les essais ont pour but de démontrer le bon fonctionnement des installations.

Lors de l'exécution de la maintenance, la société doit tenir compte de la continuité de service des équipements.

4.1.4. Validation de la maintenance préventive

Une entrevue de fin de maintenance, entre le responsable de site et les divers intervenants est organisée afin de valider l'exécution des prestations conformément au marché et, le cas échéant, de résoudre les points bloquants et de proposer des solutions palliatives.

Toutes prestations de maintenances préventives sont validées par un contrôle avec le responsable de site, sauf ordre contraire du responsable de site.

À l'issue de toute maintenance, le titulaire complète et signe le **registre de sécurité**.

4.1.1. Rapport de visite préventive

Le titulaire communique par mail au responsable de site, dans les **cinq jours** ouvrés suivant l'intervention, le rapport de visite préventive ainsi qu'une description des modifications effectuées, des tests de validation, de la mise à jour de la documentation et des conclusions à tirer le cas échéant.

Le rapport est soumis à validation du responsable de site. A l'issue, celui-ci signe et transmet au par mail au titulaire.

Le rapport signé doit être impérativement joint à la facture associée lors de son dépôt sur CHORUS.

4.1.2. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire s'engage également à fournir à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, la mise à niveau technique et logiciel des équipements.

4.2. ASTREINTE TELEPHONIQUE

Le titulaire mettra à disposition de l'exploitant un service d'astreinte téléphonique H24, 7jours/7 en heures non ouvrées pour le lot n°1.

Ce dispositif doit permettre d'une part, de servir de support technique pour les interventions de premier niveau ne nécessitant pas la présence d'un technicien du titulaire du marché et d'autre part, de déclencher les interventions correctives sur site.

Un appel du service bénéficiaire, signalant une panne, le mettra à tout moment en contact avec le service d'astreinte du titulaire qui sera en mesure de déclencher le déplacement d'une personne qualifiée, capable d'effectuer le diagnostic de la panne, de réparer si cela est possible ou de mettre les installations en mode dégradée, de prendre les mesures conservatoires et d'informer le gestionnaire du site.

Les délais d'intervention sont au maximum de **8 heures** (en heures et jours ouvrés à partir de la demande d'intervention du service).

Le nombre d'appels téléphoniques et d'interventions en télégestion n'est pas limité.

4.3. MAINTENANCE CORRECTIVE

NFS 61-933
Paragraphe 5.6

Le mainteneur peut disposer des outils de paramétrage des équipements et si besoin des logiciels, en vue d'assurer la maintenance du Système de Sécurité Incendie (S. S. I). Dans ce cas il doit être formé à l'usage de ces outils par le fabricant, ou son représentant dans des conditions qui seront convenues avec lui, et déclaré compétent à leur utilisation.

Dans tous les cas, le mainteneur doit être en mesure d'assurer l'ensemble des prestations prévues à son contrat, notamment les opérations prévues au niveau III.

NOTE 1 : Dans ce cadre, il peut être obtenu auprès du fabricant une licence d'utilisation des logiciels de paramétrage des éléments constitutifs en vue d'assurer la maintenance et/ou l'évolution du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).

NOTE 2 : L'utilisation des logiciels de paramétrage relève de la seule responsabilité de l'exploitant et/ou de l'entreprise déclarée compétente dans le domaine. Elle dégage de fait le fabricant des éléments constitutifs, l'installateur du système et/ou le propriétaire des outils de toute responsabilité en matière de paramétrage de tout ou partie du Système de Sécurité Incendie (S. S. I).

4.3.1. Généralités

La maintenance corrective est exécutée après détection d'une panne et a pour objet de remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

Le titulaire du lot assure la maintenance corrective des équipements techniques décrits dans les **annexes 1 et 3**, en fonction du lot dont il est titulaire ainsi qu'à l'ensemble des équipements qu'il aura lui-même mis en place lors l'exécution du marché suivant les règles de l'art et conformément aux normes et règlement en vigueur.

Les interventions correctives sur site consistent à effectuer les dépannages nécessaires chaque fois que le fonctionnement d'un élément du système a été signalé comme défectueux. Ces prestations incluent les dépannages nécessitant le remplacement de pièces.

Cette prestation est facturée sur la base d'un tarif horaire figurant au BPU de chaque lot, auquel sont rajoutées les pièces détachées.

Les techniciens intervenants devront être équipés du matériel et équipement nécessaires à la réparation (logiciel de programmation, etc.).

4.3.2. Gestion des interventions

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- ☐ par le titulaire du marché après avis favorable du responsable, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- ☐ par le responsable, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché.

La demande d'intervention est effectuée par téléphone ou par mail.

Les interventions sont effectuées en accord avec le responsable de site.

La possibilité d'intervention à distance ne dispense pas le titulaire d'intervenir sur site pour réparer effectivement les défauts constatés; elle permet seulement un diagnostic et éventuellement un dépannage provisoire.

4.3.3. Délais d'intervention

Le délai d'intervention s'entend comme étant le délai écoulé entre l'heure de notification de la panne par le service bénéficiaire au titulaire (date et heure de réception) et l'heure d'intervention sur place du titulaire.

Ce délai est fixé à **8 heures** en heures ouvrées et jours ouvrés à partir de demande d'intervention du service.

4.3.4. Mise en place de solutions dégradées provisoires

Dans le cas où la nature de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacles à la remise en service immédiate, la mise en place de solutions dégradées provisoires sera proposée par le titulaire dans l'attente d'une solution technique définitive.

4.3.5. Modalités d'établissement d'un devis

Les interventions de maintenance correctives seront facturées sur la base des prix figurant au BPU de chaque lot, (main d'œuvre, déplacement, pièces détachées).

La liste des pièces détachées des BPU ne pouvant pas être complètement exhaustive, l'achat de pièces ou d'équipements ne figurant pas dans les BPU seront remplacés sur présentation d'un devis au Pôle Technique de l'aéroport. Le maître d'ouvrage devra donner son accord pour le remplacement des pièces.

Le titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** pour faire parvenir un devis détaillé au bénéficiaire.

En cas d'urgence absolue, un devis oral doit être établi lors de l'intervention et peut être accepté dans les conditions fixées au CCAP.

4.3.6. Délai de réparation/remise en état

Le délai est de **4 heures** après le début d'intervention lorsque la panne ne nécessite pas de commande de pièces détachées et **72 heures ouvrées** à partir de la validation du devis en cas de nécessité de commande de pièces détachées sauf en cas de retard de livraison des pièces détachées dûment justifié.

Dans ce cas, le titulaire doit être en mesure de produire les documents (commandes ; relances...) justifiant qu'il a mis tout en œuvre pour réceptionner les pièces détachées dans des délais raisonnables.

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque devis.

4.3.7. Exclusivité

En cas de devis manifestement trop onéreux au regard de la prestation attendue, le responsable de site peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect du code des marchés publics, en utilisant le cas échéant la clause d'urgence.

4.3.8. Compte rendu d'interventions et d'incidents

L'ensemble des interventions de maintenance corrective donne lieu à l'établissement par le titulaire sur site d'une fiche de rapport d'intervention adressée par mail au responsable de site dans les **cinq (5) jours ouvrés** suivant l'intervention ainsi qu'une description écrite dans lequel des propositions d'interventions complémentaires pourront être soumises au service bénéficiaire.

Seront notés plus particulièrement, la date l'heure de début et l'heure de fin de l'intervention, le nom du technicien, les raisons du déplacement, l'objet du déplacement, le diagnostic de la panne, la nature des travaux effectués, le détail des pièces usagées et remplacées, les propositions d'interventions supplémentaires, si nécessaire.

4.4. FOURNITURE / REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS

4.4.1. Généralités

La fourniture ou le remplacement de certains équipements est une prestation à prix forfaitaires déclenchées par l'émission d'un bon de commande.

Le devis sera établi sur la base des prix figurant au BPU, de chaque lot, (main d'œuvre, déplacement, pièces détachées).

Les prix figurant dans les BPU incluent tous les frais liés à la fourniture des équipements (frais de transport, transport express...).

La liste des pièces détachées des BPU ne pouvant pas être complètement exhaustive, l'achat de pièces ou d'équipements ne figurant pas dans les BPU feront l'objet d'un devis sur lequel sera appliqué un coefficient de remise défini par le titulaire lors de la remise des offres.

Le titulaire du marché ne bénéficie pas d'exclusivité sur cette partie des prestations.

4.4.2. Garantie des équipements neufs

Les équipements, objet du marché, installés lors de son exécution sont soumis à la garantie du fabricant. Dans ce cas, il appartient au prestataire d'assister le maître d'ouvrage dans la mise en jeu des garanties en vigueur. Pour tout achat de pièces ou d'équipements, le titulaire devra porter sur ses factures la durée de la garantie applicable. Cette durée sera au minimum d'un (1) an.

De plus le titulaire s'engage à prolonger d'un an la garantie fabricant pour toutes pièces ou équipements neufs installés dans le cadre du marché.

Les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à partir du jour de la réception par le Client.

Pendant cette période de garantie de 2 ans, la maintenance curative (pièces et main d'œuvre) est intégralement à la charge du prestataire et ne pourra donner lieu à une facturation supplémentaire.

A l'issue de la période de garantie, la maintenance curative sera facturable suivant le bordereau des prix unitaires.

4.5. OBLIGATION DE RESULTATS

L'objectif étant le fonctionnement continu du parc de stationnement, le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans les domaines de la mécanique, de l'électricité, de l'électronique, de l'automatisme, de l'électromagnétique et de l'informatique.

Le titulaire n'est pas chargé des interventions éventuelles de génie civil, de câblage, de réfection, de raccordement sur le réseau électrique.

Le terme « câblage » s'entend de l'ensemble des fourreaux et câbles de liaisons entre équipements.

Toutefois, le titulaire sera conduit à intervenir pour contrôler et diagnostiquer ces éléments susceptibles d'empêcher le fonctionnement normal des équipements.

Le titulaire exécutera également les interventions rendues nécessaires en cas de dysfonctionnement en raison d'une utilisation inappropriée des équipements : accident, défaut de réseau électrique, foudre ou toute autre cause n'entrant pas dans le cadre de l'utilisation normale des équipements.

Cependant, les frais engagés par l'entreprise pour ces interventions seront, sur présentation d'un devis préalable, pris intégralement en charge par l'exploitant.

4.6. FORCE DE PROPOSITION

Afin de garantir au maximum la pérennité des équipements maintenus, le titulaire démontrera, au-delà des prestations de maintenance du présent contrat, sa capacité et son potentiel technique par des propositions d'améliorations du matériel et des processus, l'optimisation d'opérations de maintenance, des modifications d'exploitation ou de fonctionnement pouvant être apportée aux installations des parcs de stationnements.

A la fin de chaque exercice, le titulaire rédigera un rapport de synthèse des activités de maintenance présentant au minimum les rubriques suivantes :

- ☐ Le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année, des matériels remplacés, des anomalies constatées et des faits marquants
- ☐ Une analyse des incidents rencontrés
- ☐ Un rapport sur les non-conformités éventuelles et sur l'évolution de la réglementation concernant les équipements entretenus
- ☐ La mise à jour de l'inventaire des équipements
- ☐ L'état des équipements maintenus et des préconisations (modifications à apporter,...)
- ☐ Un rapport de gestion des pièces de rechange avec un prévisionnel des commandes pour l'année à venir ainsi qu'une proposition d'amélioration du stock de maintenance.
- ☐ Une prévision budgétaire de mises à jour (matérielles et logicielles) éventuelles à effectuer pour l'année à venir et le cas échéant pour les 3 années à venir.
- ☐ Des propositions éventuelles pour améliorer le fonctionnement des installations

Dans son offre, le candidat pourra présenter des propositions chiffrées d'amélioration immédiate des installations et des équipements permettant d'optimiser les performances du système.

4.7. SUIVI DE MAINTENANCE

Le titulaire tient un registre de sécurité et un classeur de maintenance : toute opération devra y être portée le jour même de son exécution.

Ces documents doivent pouvoir être présentés sur simple demande de l'exploitant.

A la demande du client, un bilan des interventions par type de défaillance ou par appareil peut être fourni par le titulaire.

Les cahiers, registres et autres documents sont à la charge du titulaire.

4.8. DOCUMENTS TECHNIQUES

Les documents techniques d'exécution existants sont mis à la disposition du titulaire lors de ses interventions.

Cette documentation reste la propriété du Client et n'est utilisée par le titulaire qu'à la fin d'exécution du présent marché.

Si le titulaire le souhaite, il peut reproduire ces documents à ses frais. Ces reproductions deviennent propriétés du Client à l'expiration du contrat.

Le titulaire fait son affaire de la remise à jour de ces documents originaux et reproductions, en cas de modification des appareils consécutivement à ses interventions.

Chaque fois que le titulaire constate une erreur sur les documents mis à disposition, il doit en informer le Client et y apporter les corrections nécessaires.

4.9. RAPPORT D'ACTIVITE

Une réunion annuelle de suivi est réalisée soit à l'initiative du titulaire, soit à celle du Client. Elle met en présence le Client et éventuellement un conseil et le représentant du titulaire.

Le rapport annuel d'activité sert de base pour la réunion.

Ce rapport a pour objectif, outre la représentation des éléments figurant au paragraphe précédent,

Au regard de l'exploitation :

- ☐ D'établir le bilan de l'année écoulée à la vue des doléances et de la réalisation des prestations,
- ☐ De vérifier le respect du planning de maintenance programmée,
- ☐ De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et d'amélioration de la qualité,
- ☐ De mettre à Jour sur proposition justifiée du titulaire le planning de maintenance préventive,
- ☐ De faire le bilan sur les travaux exécutés et à exécuter,

Au regard de la réglementation :

- ☐ De mettre à jour la nature de tout ce qui ne leur est pas conforme et l'estimation financière des travaux de mise aux normes.

Au regard de l'évolution des besoins :

- ☐ De mettre en évidence l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution des besoins qu'il convient de définir avec rigueur.
- ☐ Le prestataire de maintenance assistera 2 fois par mois, aux diverses réunions de suivi de chantier SSI afin de prendre connaissance du suivi des migrations programmées afin de pouvoir assumer dans les meilleures conditions la prise en charge progressive des nouvelles installations.

4.10. FORMATIONS DU PERSONNEL INTERVENANT SUR LES INSTALLATIONS

NFS 61-933
Paragraphe 7.4

Les personnels chargés d'exécuter les opérations de maintenance du S. S. I doivent être formé pour :
-intervenir en conformité avec les opérations de maintenance préventive et/ou corrective prévue par le fabricant de chaque équipement,
-réaliser l'ensemble des essais fonctionnels nécessaires pour assurer que le système objet du contrat est « en bon état de fonctionnement ».
Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un technicien spécialisé pour intervenir sur les éléments constitutifs du S. S. I aux niveaux d'accès III ou IV (voir Annexe A).
Ce personnel doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ces actions sur le système et son exploitation.

En complément de l'exigence (§6.1 de la NFS 61-933), le prestataire devra proposer une méthodologie de diagnostic des compétences du personnel exploitant et le cas échéant, proposer les formations adaptées à l'exploitation du SSI. Ces formations devront être dispensées par un organisme agréé au sens de la réglementation du travail.

Le titulaire devra détenir la certification ISO 14001.

Le prestataire devra justifier que son personnel technique amené à intervenir sur les installations du client possède toutes les attestations nécessaires et les certificats de compétences :

- ☐ Formation sur l'ensemble des équipements des sites (DI, IEAG...)
- ☐ Attestations du constructeur de niveau 1 à 3
- ☐ Formation sur la réglementation et normes en vigueur, en particulier :
 - ☐ NFS 61-933,
 - ☐ I7 – F7,
 - ☐ I.F13,
 - ☐ F'GAS
 - ☐ Sensibilisation ISO 9001
 - ☐ Sensibilisation ISO 14001,
 - ☐ Autorité de Sûreté Nucléaire : conformité de l'arrêté interministériel du 18 novembre 2011 lié à la manipulation des DFCI dans le cadre des opérations de maintenance (manipulation, dépose, reconditionnement,)
- ☐ Formations ou certificats d'aptitudes sur la partie sécuritaire (suivant les risques à préciser par le client) :
 - ☐ Habilitation électrique
 - ☐ Permis CACES
 - ☐ Habilitation Confidentiel/secret Défense
 - ☐ CEFRI

5. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1. OBLIGATION DU TITULAIRE

Il est indiqué que le titulaire doit :

- ☐ assurer les prestations contractuelles sous sa responsabilité exclusive dans les conditions optimales de sécurité, de confort et d'économie ;
- ☐ assurer en cas d'urgence l'intervention dans les meilleurs délais ;
- ☐ soumettre au service bénéficiaire les solutions possibles visant à améliorer la fiabilité des installations ou à faire des économies ;
- ☐ désigner les responsables pouvant représenter le titulaire dans diverses circonstances ;
- ☐ se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les normes et règles de l'art ;
- ☐ informer le service bénéficiaire des incompatibilités éventuelles des installations avec les règlements présents ou avec les objectifs fixés et lui proposer les dispositions à prendre ;
- ☐ rappeler dans les délais la nécessité de contrôles et mises en conformité et prêter aide et assistance aux Organismes de Contrôles Spécialisés ;
- ☐ assurer sous sa responsabilité l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable ;
- ☐ n'apporter aucune modification aux installations sans l'accord du service bénéficiaire;
- ☐ **être présent aux passages de la commission de sécurité et aux visites réglementaires des bureaux de contrôle.**
- ☐ participer aux opérations de réception de travaux réalisés sur les équipements et installations dont il assure la maintenance. Sa consultation fait partie de son devoir de conseil et ne fait pas l'objet d'une rétribution particulière ;
- ☐ participer aux réunions auxquelles il est convoqué ;
- ☐ mettre à disposition du personnel apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs
- ☐ mettre à disposition du personnel disposant de toutes les qualifications et habilitations nécessaires à l'exécution des prestations
- ☐ informer le responsable de site ou son représentant des risques issus d'une indisponibilité des pompes et postes de relevage.
- ☐ restituer les installations et locaux en bon état de propreté, entretien et fonctionnement à l'expiration du marché, compte tenu de la vétusté résultant d'un usage normal des installations.
- ☐ restituer en fin de marché l'ensemble des documents d'exploitation réalisés ;
- ☐ se soumettre aux contrôles du service bénéficiaire. Ces contrôles éventuels sont effectués en présence d'un responsable du titulaire qui garde dans ce cas la responsabilité de ses propres manœuvres ;
- ☐ justifier, à tout moment, et à compter de la signature du présent marché, qu'il a contracté les assurances habituellement nécessaires à l'exercice de sa profession ;
- ☐ tenir à jour les divers documents constatant la réalisation des tâches ;
- ☐ prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé ;
- ☐ faire au service bénéficiaire des propositions d'optimisation et d'améliorations. Ces propositions devront être chiffrées et argumentées avec investissement, temps de retour sur investissement, avantages et inconvénients

5.2. ENCADREMENT

Le titulaire devra joindre lors de la remise de son offre l'organisation de son plan d'entretien reprenant l'effectif affecté au contrat, sa qualification et ses moyens de liaisons lui permettant de répondre aux exigences du présent CCTP.

5.2.1. Le Responsable

Le contrat est placé sous la continuité d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès du Client.

Il est présent sur le site sur convocation du Client ou de son représentant et à un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions semestrielles/annuelles.

Il est responsable :

- ☐ Du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive,
- ☐ Du contrôle de qualité des prestations,
- ☐ Des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- ☐ De l'organisation du travail,
- ☐ De la préparation et le suivi des prestations,
- ☐ De l'information du représentant du Client,
- ☐ De la discipline du chantier et personnel.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

5.2.2. Le personnel d'intervention

Le titulaire remet au Client la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément. Il informera le Client des mouvements de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le représentant du Client.

Il convient de rappeler que le contrat est à obligation de résultats. Il appartient au titulaire dans le cadre de son marché, de définir le nombre, la durée et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- ☐ Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- ☐ Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

Le Client se réserve le droit à tout moment et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations. Le titulaire s'engage notamment à ce que son personnel ait une parfaite connaissance des dossiers remis dans le mois qui suit la prise en charge des installations et sache utiliser le matériel, les installations et équipements mis à disposition.

5.3. REGLES DE SECURITE

Matériels :

Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par le Client, doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés. Ils doivent rester ou être mis conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Biens :

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, ne soit pas altéré par des opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

Personnes :

Le titulaire a instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Discipline de chantier :

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre à l'établissement.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- ☐ Le stationnement étant soumis à autorisation, le Client délivrera un accès nominatif aux structures du titulaire,
- ☐ D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- ☐ De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et de leurs dépendances,
- ☐ De manquer de respect aux usagers dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

5.4. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

En application des dispositions du deuxième alinéa de l'article R237-8 du code du travail, un plan de prévention sera établi par écrit, avant le commencement des travaux entre la personne publique et le titulaire et, le cas échéant, les entreprises sous-traitantes auxquelles celui-ci peut faire appel.

Le titulaire veillera à ce que ses préposés respectent les consignes de sécurité données par la personne publique.

5.5. PRISE EN CHARGE-REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENT

Prise en charge :

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure l'exploitation technique et la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

A la prise en charge des installations, le titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou nettoyage pour substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

Remise des installations :

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en parfait état de sécurité, d'entretien, de fonctionnement et de propreté.

Le titulaire s'engage le cas échéant, à initier la personne du nouveau titulaire chargé des prestations après expiration du présent contrat pendant 30 jours ouvrés.

Cette initiative doit en particulier comprendre la communication de tous plans, documents et instructions reçues et l'autorisation au personnel du nouveau titulaire d'accéder aux installations et locaux avant l'expiration du présent marché.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (moyen de communication, badges, clefs ...) faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au titulaire d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

La remise des installations à la date d'échéance du contrat sera constatée par un état des lieux sortant contradictoire. Il sera réalisé dans le courant du dernier mois avant la date d'échéance du contrat sur l'initiative du titulaire.

5.6. SURETE ET SECURITE AEROPORTUAIRE

Se référer au document joint au présent CCTP : ***Annexe sûreté/sécurité sur l'aéroport Figari Sud Corse.***

5.7. SOUS-TRAITANCE

Dans le cadre de ses prestations, l'entreprise pourra sous-traiter tout ou partie de la réalisation des travaux.

Néanmoins, l'utilisation de la sous-traitance fera l'objet d'une validation préalable de la CCIC.

En aucun cas, les prestations confiées à la sous-traitance ne permettront à l'entreprise titulaire du marché de dégager sa responsabilité notamment en ce qui concerne la garantie. L'entreprise doit s'assurer que la réalisation des prestations confiées à un sous-traitant est faite dans les règles de l'art.

5.8. PERMIS

A l'occasion de la prestation, le titulaire sera amené à réaliser des travaux nécessitant notamment :

Permis feu :

Pour tous les travaux par points chauds, un permis de feu devra être sollicité préalablement auprès du responsable du pôle technique ou du CPO (Cadre de Permanence Opérationnelle) en son absence.

Consignation électrique :

Pendant la totalité des travaux, l'intervenant assurera sa propre sécurité vis à vis des divers équipements (fournir obligatoirement copie des habilitations électriques des intervenants dans le mémoire technique) en sollicitant les techniciens de l'aéroport pour effectuer les consignations.

Consignation mécanique :

Pendant la totalité des travaux, l'intervenant assurera sa propre sécurité vis à vis des divers équipements.